

Rapport financier du premier trimestre de 2012

pour la période close le 31 mars 2012



Canada

POSTES CANADA
CANADA POST

De partout... jusqu'à vous

TABLE DES MATIÈRES

Page

Rapport de gestion	1
Énoncés sur la « vision d'avenir »	2
1 Résumé	3
2 Activités de base et stratégie	8
3 Facteurs de rendement clés	9
4 Capacités	10
5 Risques et gestion des risques	12
6 Liquidités et ressources en capital	13
7 Évolution de la situation financière	18
8 Revue des activités opérationnelles	20
9 Principales estimations comptables et évolution des politiques comptables	28
États financiers consolidés intermédiaires résumés	30
Responsabilité de la Direction à l'égard de l'information financière	30
État consolidé intermédiaire résumé de la situation financière	31
État consolidé intermédiaire résumé du résultat global	32
État consolidé intermédiaire résumé des variations des capitaux propres	33
État consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie	34
Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés	35
Note 1 Constitution, activités et instructions	35
Note 2 Règles de présentation	35
Note 3 Regroupement d'entreprises	37
Note 4 Immobilisations	38
Note 5 Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	40
Note 6 Impôt sur le résultat	41
Note 7 Passifs éventuels	42
Note 8 Autres charges opérationnelles	43
Note 9 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	43
Note 10 Risque de change	44
Note 11 Transactions entre parties liées	45
Note 12 Informations sectorielles	47
Note 13 Événement postérieur à la date de clôture	48

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion fournit un exposé décrivant les résultats financiers et les changements opérationnels de la Société canadienne des postes (la « Société » ou « Postes Canada ») et de ses filiales Purolator Inc. (« Purolator »), Groupe SCI Inc. (« SCI ») et Innovapost Inc. (« Innovaposte »), pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2012. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom « Groupe d'entreprises de Postes Canada » ou « Groupe d'entreprises ». Chacun des trimestres de la Société compte 13 semaines et le présent rapport vise la période de 13 semaines close le 31 mars 2012. Le rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012; ceux-ci ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), et ils sont présentés en dollars canadiens. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et le rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011. Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion sont arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au mille près. À moins d'indication contraire, les renseignements du présent rapport de gestion sont en vigueur le 29 mai 2012.

La Direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion. Toute mention des termes « nos », « notre » ou « nous » désigne la Direction de Postes Canada. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport et des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Poste-lettres^{MC}, poste^{MC}, Médiaposte avec adresse^{MC}, Médiaposte sans adresse^{MC}, Poste-publications^{MC}, Correspondance-réponse d'affaires^{MC} et Intelliflot^{MC} sont des marques de commerce de la Société canadienne des postes.

Seuil de tolérance

La Direction évalue l'information qui doit être fournie dans le rapport de gestion selon le principe de l'importance relative comme guide aux fins de déclaration. La Direction considère que des renseignements sont importants s'il est probable que leur omission ou une déclaration inexacte influencerait sur les décisions prises par l'utilisateur moyen en fonction de tels renseignements financiers.

Énoncés sur la « vision d'avenir »

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion contiennent des énoncés sur la « vision d'avenir » qui rendent compte des attentes de la Direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats opérationnels, le rendement ainsi que les perspectives commerciales et les occasions commerciales de la Société. En général, les énoncés sur la « vision d'avenir » sont désignés par des mots ou des expressions tels que « prévoit », « s'attend à ce que », « croit », « estime », « a l'intention de » ou d'autres mots et expressions similaires. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats opérationnels, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales (collectivement les « hypothèses »). Bien que la Direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements actuellement disponibles, elles peuvent s'avérer incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes actuelles du Groupe d'entreprises. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent notamment les risques et incertitudes énoncés à la *section 5 – Risques et gestion des risques à la page 12 du présent rapport de gestion* (collectivement les « risques »).

Dans la mesure où le Groupe d'entreprises fournit une information sur la « vision d'avenir », à savoir des renseignements financiers axés sur l'avenir ou des perspectives financières, par exemple la croissance et le rendement financier futurs, ces renseignements servent à décrire les attentes futures. Les lecteurs sont donc avertis que ces données pourraient ne pas être appropriées à toute autre fin. En outre, les renseignements financiers axés sur l'avenir et les perspectives financières, ainsi que les énoncés sur la « vision d'avenir » de manière générale, reposent sur les hypothèses et sont assujettis aux risques.

Il est vivement recommandé aux lecteurs de bien prendre en compte ces facteurs lorsqu'ils évaluent les énoncés sur la « vision d'avenir ». À la lumière de ces hypothèses et risques, les activités prévues dans ces énoncés sur la « vision d'avenir » pourraient ou non se produire. Le Groupe d'entreprises ne peut pas garantir que les résultats et les activités prévus se réaliseront. Par conséquent, il est recommandé aux lecteurs de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés sur la « vision d'avenir » figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion sont seulement pertinents à la date du présent rapport financier trimestriel; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'activités futures, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

1 Résumé

Aperçu du Groupe d'entreprises de Postes Canada et résumé du rendement financier

La Société canadienne des postes est l'une des plus grandes sociétés d'État fédérales et l'un des plus importants employeurs au Canada; à la fin de l'exercice 2011, elle comptait quelque 69 000 employés, directs ou indirects, par l'intermédiaire de ses filiales. Chaque année, nos employés livrent environ 10 milliards d'articles de courrier, de colis et de messages à plus de 15 millions d'adresses dans des régions urbaines, rurales et éloignées à l'échelle du pays. Le secteur Postes Canada exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, qui compte près de 6 500 bureaux de poste. Postes Canada, qui est devenue société d'État en 1981, rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités. Son actionnaire unique est le gouvernement du Canada.

Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, en offrant des services postaux de qualité à tous les Canadiens, dans les régions rurales et urbaines, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société canadienne des postes comprennent les comptes du Groupe d'entreprises. Postes Canada est le plus important secteur, ayant des revenus de 1,5 milliard de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2012 (79 % du total des revenus cumulatifs annuels) et de 5,9 milliards de dollars pour l'exercice complet terminé en décembre 2011 (78 % du total des revenus). La Société gère ses activités consolidées et établit, par conséquent, ses secteurs opérationnels selon les entités juridiques. Trois secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés : Postes Canada, Purolator et Logistique. Les autres secteurs opérationnels sont regroupés et leurs résultats sont présentés dans la catégorie « Autre ».

Le tableau qui suit présente le Plan d'entreprise du Groupe d'entreprises de Postes Canada pour 2012 :

(en millions de dollars)

Plan de 2012

Résultats consolidés

Produits opérationnels	7 865
Charges opérationnelles	7 793
Charges liées aux activités d'investissement et de financement	36
Résultat avant impôt	36

La substitution électronique, les pressions exercées par la concurrence, l'incertitude des marchés et les répercussions à long terme de l'arrêt de travail qui a eu lieu en juin 2011 ont eu une incidence considérable sur notre rendement financier. Nous continuons à faire face à des défis financiers de taille en raison de nos obligations importantes au titre des prestations des régimes de retraite par rapport à nos revenus et à nos profits, des chutes importantes des volumes dans les secteurs Courrier transactionnel et Marketing direct, ainsi que des incertitudes qui persistent concernant la convention collective avec notre plus grand syndicat, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (« STTP ») et qui sont attribuables aux retards dans le processus d'arbitrage. Malgré ces défis, nous poursuivons pour le moment nos efforts vers l'atteinte des objectifs de notre plan, tout en continuant à surveiller de près notre rendement financier.

Nous avons investi dans nos effectifs et nos systèmes en vue d'améliorer le rendement du service du réseau de livraison physique du secteur Postes Canada, et ce, dans le cadre d'une modernisation accrue. Nous prenons également d'autres mesures pour défendre et renforcer nos secteurs de base du courrier et des colis. Quant au réseau de livraison numérique, nous avons entrepris des travaux de création de nouvelles capacités.

Points saillants financiers

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2012, le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré un résultat net consolidé avant impôt de -3 millions de dollars, soit une baisse de 25 millions de dollars par rapport aux résultats du trimestre correspondant de 2011. Cette perte est attribuable à divers facteurs, notamment les pressions exercées par les concurrents, le contexte économique incertain et l'érosion du volume de courrier.

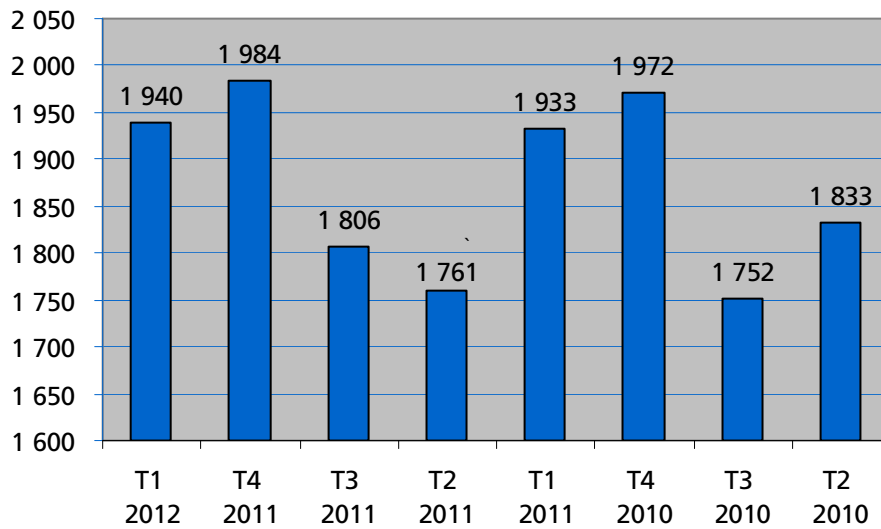
L'érosion du volume a eu une incidence importante sur les résultats financiers du secteur Postes Canada. Les produits opérationnels ont affiché une baisse dans chacun des trois principaux secteurs d'activité de Postes Canada au cours du premier trimestre de 2012, ce qui a entraîné une chute de 33 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'érosion des volumes des secteurs Courrier transactionnel et Marketing direct a été plus élevée que celle prévue au premier trimestre de 2012, puisque ces volumes ont enregistré respectivement des baisses considérables de 4,5 % et de 6,4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du secteur Colis de Postes Canada ont été plus favorables, étant donné que les volumes ont augmenté de 1,1 % par rapport à 2011. Cette hausse n'a cependant pas été suffisante pour contrer le déclin des volumes de courrier dans les secteurs Courrier transactionnel et Marketing direct.

Il incombe à Postes Canada, à titre de répondante du régime, de verser les cotisations pour services rendus au régime de retraite ainsi que les cotisations exceptionnelles nécessaires pour combler toute insuffisance de capitalisation. Les obligations importantes au titre des prestations des régimes de retraite ont créé des pressions sur le rendement financier et les ressources de trésorerie de la Société. L'instabilité des marchés a continué d'avoir des répercussions négatives sur les régimes de retraite du Groupe d'entreprises, provoquant ainsi une réévaluation des passifs au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme. Par conséquent, des pertes actuarielles se chiffrant à 141 millions de dollars, après impôt, ont été enregistrées dans les autres éléments du résultat global au cours du premier trimestre de 2012. Cette situation est venue diminuer davantage les capitaux propres du Groupe d'entreprises, dont le résultat se chiffre à -1,8 milliard de dollars au 31 mars 2012.

Les diagrammes suivants illustrent les résultats consolidés de la Société pour les huit derniers trimestres. Les volumes des opérations consolidées de la Société ont toujours varié au cours d'une même année, les pics de demande de services ayant lieu pendant la période des Fêtes au cours du quatrième trimestre. Les volumes baissent généralement de manière constante au cours des trimestres qui suivent, les creux se produisant pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les coûts fixes importants de la Société ne varient pas à court terme en fonction de ces changements de la demande relative à ses services.

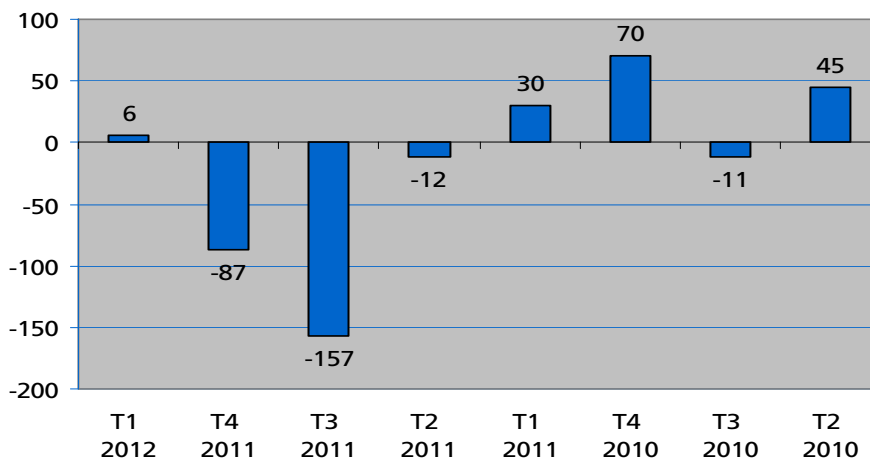
Produits opérationnels consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



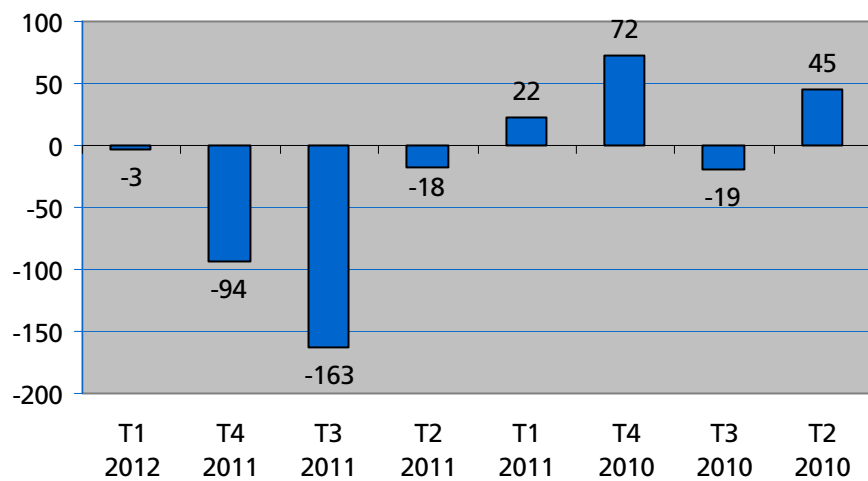
Résultat opérationnel consolidé trimestriel

(en millions de dollars)



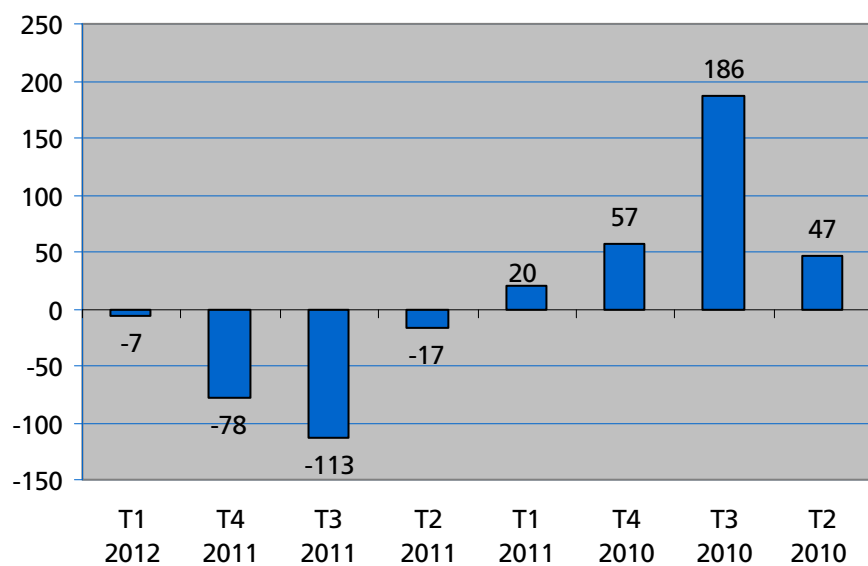
Résultat consolidé trimestriel avant impôt

(en millions de dollars)



Résultat net consolidé trimestriel

(en millions de dollars)



Le tableau qui suit présente le rendement consolidé de la Société pour le premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)

Période de 13 semaines close le

	31 mars 2012	2 avril 2011	Change- ment	%	Explication du changement
État consolidé du résultat global					<i>Points saillants de la section 8 – Revue des activités opérationnelles à la page 20</i>
Produits opérationnels	1 940	1 933	7	0,4 %*	La légère amélioration observée au premier trimestre est principalement attribuable à l'augmentation des volumes du secteur Purolator et à la mesure tarifaire annuelle, en partie contrée par une baisse importante des volumes des secteurs Courrier transactionnel et Marketing direct du secteur Postes Canada
Charges opérationnelles	1 934	1 903	31	1,6 %	Les hausses sont en grande partie attribuables à l'augmentation des coûts de main-d'œuvre du secteur Purolator et à l'augmentation des coûts liés aux avantages du personnel futurs du secteur Postes Canada
Résultat avant impôt	(3)	22	(25)	(111,5) %	
Résultat net	(7)	20	(27)	(132,6) %	
Résultat global	(153)	12	(165)	(1 242,7) %	Des pertes actuarielles ont été enregistrées en raison de la réévaluation des régimes à prestations définies. Les résultats positifs des placements des régimes de retraite ont été contrés par une baisse du taux d'actualisation qui a eu des répercussions négatives sur les régimes de retraite du Groupe d'entreprises
État consolidé des flux de trésorerie					<i>Points saillants de la section 6 – Liquidités et ressources en capital à la page 13</i>
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles	3	(144)	147	102,1 %	L'écart de trésorerie positif au premier trimestre est principalement attribuable à la diminution des paiements d'avantages du personnel futurs
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	(113)	64	(177)	(275,9) %	L'écart de trésorerie négatif est principalement attribuable à la baisse de 136 millions de dollars en entrées de trésorerie provenant de la vente de placements à court terme et à une augmentation de 49 millions de dollars en acquisitions d'immobilisations
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	(5)	(4)	(1)	(0,7) %	Aucun changement important

* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux

Changements significatifs et développement commercial

Le 13 mars 2012, la ministre du Travail, Lisa Raitt, a nommé M^e Guy Dufort comme nouvel arbitre pour participer aux négociations entre Postes Canada et le STTP pour remplacer le précédent arbitre, le juge Coulter Osborne, qui a démissionné l'automne dernier et dont la nomination a été par la suite infirmée par la Cour fédérale. Depuis la nomination de M^e Dufort, le STTP a fait part de son opposition à la nomination, et après que M^e Dufort a refusé de se récuser, le STTP a contesté devant la Cour fédérale la décision de M^e Dufort de ne pas se récuser. Le 11 mai 2012, le juge de la Cour fédérale a ordonné un arrêt des procédures d'arbitrage (ce qui veut dire qu'elles ne peuvent pas se poursuivre), tant que la contestation du STTP n'aura pas été réglée. La date fixée pour l'audience est le 25 juillet 2012. La Direction de Postes Canada entretient l'espoir qu'une résolution pourra être apportée, qui jouera un rôle important pour ce qui est d'assurer notre avenir à court et à long terme. Pour en savoir plus au sujet de l'état des négociations, *consulter la section 4 – Capacités, à la page 10 du présent rapport de gestion.*

Le 14 mars 2012, après avoir reçu l'approbation du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada requise aux termes de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Groupe d'entreprises de Postes Canada a fait l'acquisition des actions avec droit de vote d'Innovaposte détenues par CGI, la contrepartie en trésorerie versée se chiffrant à 26 millions de dollars. La participation du Groupe d'entreprises dans Innovaposte a donc augmenté, passant de 51 à 98,6 %. Innovaposte continuera d'être le fournisseur de services liés aux systèmes informatiques et à la technologie de l'information (SI/TI) pour le Groupe d'entreprises de Postes Canada. La nouvelle structure de participation renforcera les synergies au sein du Groupe d'entreprises.

Il n'y a eu aucun autre changement important ou significatif au cours du premier trimestre de 2012 en ce qui a trait aux opérations, au personnel et aux programmes.

2 Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base

Le secteur postal mondial est en transition. La Société doit relever certains de ses plus grands défis en raison des baisses continues dans son secteur principal, soit le service Poste-lettres^{MC}, lesquelles sont attribuables aux pressions exercées par les concurrents, aux changements technologiques, à la lenteur de la reprise économique et aux obligations importantes au titre des prestations des régimes de retraite par rapport à nos revenus et à nos profits. Les changements profonds et durables, que ce soit sur le plan de la technologie ou de la demande de services postaux, soulignent le besoin urgent de transformer l'entreprise.

Nos activités de base et notre stratégie sont décrites à la *section 2 – Activités de base et stratégie du Rapport de gestion annuel de 2011*. Aucun changement important n'a été apporté aux stratégies au cours du premier trimestre de 2012.

3 Facteurs de rendement clés

Examen des facteurs clés de notre rendement et de nos progrès par rapport aux objectifs de 2012

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage du rendement pour évaluer les progrès de la Société par rapport à ses objectifs stratégiques et pour fournir à la Direction un aperçu détaillé du rendement de la Société.

Comme il est indiqué à la *section 2.3 – Notre stratégie et nos priorités stratégiques du Rapport de gestion annuel de 2011*, les priorités stratégiques de Postes Canada portent sur la transformation des opérations pour surmonter les problèmes de coûts structurels et pour améliorer notre compétitivité, ainsi que la recherche d'occasions de croissance fondées sur nos principaux actifs et capacités, ou les complétant. À cet égard, Postes Canada a élaboré un certain nombre de mesures de rendement clés qui respectent et évaluent ses progrès vers l'atteinte de ses priorités stratégiques. En plus d'assurer le respect des impératifs financiers et de ceux liés au rendement des services et de veiller à la sécurité de nos employés, ces mesures de rendement comprennent les éléments suivants :

- Optimiser la valeur du courrier en générant plus de revenus provenant des produits destinés aux consommateurs, tirer davantage profit du réseau de vente au détail et retirer une plus grande valeur du courrier;
- Assurer une plus grande concurrence dans le cybercommerce en élaborant une gamme de produits désirés pour servir ce marché, percer de nouveaux marchés et favoriser un leadership en matière de coûts;
- Mettre davantage l'accent sur les produits numériques en améliorant le rendement des canaux en ligne, dynamiser et faire croître le service postal^{MC}, et commercialiser et faire croître les offres de données;
- Atteindre l'excellence opérationnelle en améliorant la qualité de nos services et en contrôlant nos coûts, en mettant en œuvre la Transformation postale à temps et selon le budget établi, en améliorant l'expérience des clients, en cherchant à apporter des changements au modèle de coûts liés à la main-d'œuvre, en restructurant les systèmes d'information et de technologie de l'information et en tirant profit des forces respectives de toutes les entreprises membres du Groupe d'entreprises.

Les résultats sur le rendement de 2012 seront mis à jour à la fin de l'exercice et feront partie du Rapport de gestion annuel de 2012.

4 Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les facteurs de rendement clés et à produire des résultats

La section 4 – Capacités du Rapport de gestion annuel de 2011 présente une discussion relative à ces sujets. Des mises à jour sont fournies ci-après.

4.1 Relations du travail

Le nombre d'employés visés par une convention collective au 31 décembre 2011 et différentes activités de négociation sont résumés à la section 4.3 – Relations du travail du Rapport de gestion annuel de 2011. Une mise à jour des activités de négociation collective par secteur est présentée ci-après.

Secteur Postes Canada

En novembre 2011, la Cour suprême du Canada a rendu une décision favorable à l'Alliance de la Fonction publique du Canada (« AFPC ») et à la Commission canadienne des droits de la personne à l'égard de la plainte en matière d'équité salariale déposée par l'AFPC contre Postes Canada et visant les années 1982 à 2002. La décision rendue confirmait celle du Tribunal canadien des droits de la personne (le « Tribunal ») en 2005, qui a conclu que la Société avait effectué une « discrimination systémique » dans l'établissement des salaires d'un groupe de membres de l'AFPC et ordonnait à la Société de verser le paiement de l'écart salarial établi réduit de 50 %. Postes Canada a comptabilisé une estimation de ces coûts additionnels en 2011 et a entamé les consultations avec l'AFPC afin de parvenir à une entente sur le procédé et la méthodologie pour payer les employés actuels et les anciens employés concernés.

Les négociations collectives se sont poursuivies pendant le premier trimestre de 2012, l'accent principal étant mis sur le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (« STTP »), qui représente les employés des établissements et de la vente au détail, les facteurs et les courriers des services postaux, ainsi que sur le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (« STTP-FFRS »), qui représente les facteurs chargés du transport et de la livraison du courrier dans les régions rurales et suburbaines du Canada.

STTP

Comme l'indique le Rapport de gestion annuel de 2011, Postes Canada a connu un arrêt de travail en juin 2011, ce qui a mené à l'adoption d'une loi de retour au travail. La loi stipule qu'un arbitre doit être nommé pour la sélection de l'offre finale et que cet arbitre doit rendre sa décision dans les 90 jours suivant sa nomination. Une période de prolongation peut être accordée par le ministre du Travail. Les modalités de la convention collective précédente s'appliquent jusqu'à ce que le procédé d'arbitrage soit terminé et qu'une nouvelle convention collective entre en vigueur.

En octobre 2011, le STTP a présenté une requête contestant la constitutionnalité de la loi en question. En janvier 2012, la Cour fédérale a renversé la nomination du premier arbitre, le juge Coulter Osborne, à la suite de la contestation de cette nomination par le STTP. Le 13 mars 2012, la ministre du Travail a nommé Guy Dufort comme nouvel arbitre pour participer aux négociations entre Postes Canada et le STTP, sa nomination entrant en vigueur le 19 mars 2012. En annonçant cette nomination, la ministre du Travail a précisé que la procédure d'arbitrage entre Postes Canada et le STTP sera reprise depuis le début et que M^e Dufort ne sera lié par aucune décision prise par le juge Osborne. Le 15 mars 2012, le STTP a demandé à M^e Dufort de se récuser en tant qu'arbitre en raison d'une crainte alléguée de partialité. M^e Dufort a par la suite rejeté la demande de récusation du syndicat, en affirmant que les préoccupations soulevées par le syndicat ne sont pas justifiées. Le STTP a contesté devant la Cour fédérale la décision de M^e Dufort de ne pas se récuser, et le 2 mai 2012, la Cour a entendu la demande présentée par le STTP de suspendre les procédures jusqu'à ce qu'elle rende sa décision sur le bien-fondé de la contestation. Le 11 mai 2012, la Cour fédérale a ordonné un arrêt des procédures d'arbitrage et a fixé au 25 juillet 2012 la date prévue pour l'audience sur le bien-fondé de la décision de M^e Dufort de ne pas se récuser.

STTP-FFRS

La convention collective de huit ans établie entre Postes Canada et le STTP-FFRS a pris fin le 31 décembre 2011. Les négociations relatives à la nouvelle convention collective ont été entamées en novembre 2011, et la Société demeure résolue à parvenir à négocier une entente.

Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (« AFPC/SEPC »)

La convention collective conclue avec l'AFPC/SEPC prend fin le 31 août 2012. Les négociations devraient être entamées au cours du deuxième trimestre.

Au cours du premier trimestre de 2012, il n'y a pas eu de nouveaux développements importants dans les activités en matière de relations du travail pour l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (« ACMPA »), l'Association des officiers des postes du Canada (« AOPC ») et le Syndicat des employés des postes et communications (« SEPC »).

Secteur Purolator

Les conventions collectives conclues avec diverses sections locales des Teamsters, représentant les employés de bureau et administratifs horaires, ainsi que le Syndicat des employés des postes et communications associé à l'Alliance de la Fonction publique du Canada, prennent fin le 31 décembre 2012. Les négociations devraient être entreprises au cours du second semestre de l'année. Il n'y a pas eu d'autres nouveaux développements en matière de relations du travail au cours du premier trimestre de 2012.

Secteur Logistique – SCI

Il n'y a pas eu de nouveaux développements en matière de relations du travail au cours du premier trimestre de 2012.

4.2 Contrôles et procédures internes

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière

Au cours du premier trimestre de 2012, aucun changement apporté aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière n'a eu une incidence importante ou ne pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur les contrôles internes du Groupe d'entreprises à l'égard de la présentation de l'information financière.

5 Risques et gestion des risques

Examen des principaux risques et incertitudes propres à nos activités et de notre approche pour gérer les risques

Les cadres de Postes Canada prennent en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision. Une approche rigoureuse portant sur la gestion du risque de l'entreprise (« GRE ») a été mise en œuvre au sein de la Société. Les risques sont décrits à la *section 5.2 – Risques stratégiques* et à la *section 5.3 – Risques opérationnels du Rapport de gestion annuel de 2011*. Les mises à jour relatives à ces risques pour le premier trimestre de 2012 sont présentées ci-après.

5.1 Risques stratégiques

Négociations collectives

La ministre du Travail Lisa Raitt a nommé Guy Dufort comme nouvel arbitre dans les négociations entre Postes Canada et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), sa nomination entrant en vigueur le 19 mars 2012. Le STTP a depuis contesté en Cour fédérale la décision de l'arbitre de ne pas se récuser. La nomination fait l'objet d'une remise en question et le processus d'arbitrage ne pourra pas aller de l'avant tant que la Cour n'aura pas entendu l'affaire le 25 juillet 2012. On s'attend à ce que d'autres délais dans la prise de décision définitive aient une incidence négative sur la viabilité économique de la Société à long terme.

Incertitude économique

Les prévisions économiques mondiales sont demeurées incertaines tout au long du premier trimestre de 2012. Bien que des progrès aient été réalisés en ce qui a trait à la gestion de la crise de la dette européenne, la menace d'une récession prolongée plane toujours. Il y a de plus en plus de signes d'une reprise économique aux États-Unis, attribuables en grande partie aux dépenses de consommation, mais une telle reprise pourrait être contrebalancée dans l'éventualité où l'économie chinoise enregistre des résultats considérablement inférieurs aux prévisions de croissance déjà réduites.

L'économie canadienne a connu une contraction inattendue en février. Les analystes procèdent donc à une révision à la baisse de leurs prévisions de croissance pour 2012. Bien que les taux d'inflation soient retournés aux niveaux cibles en mars, les incertitudes économiques persistantes, ainsi que la récente compression des dépenses gouvernementales, continuent à nuire à la capacité de Postes Canada à générer de nouveaux revenus, puisque les clients cherchent à réduire les coûts dans tous les aspects de leurs entreprises.

5.2 Risques opérationnels

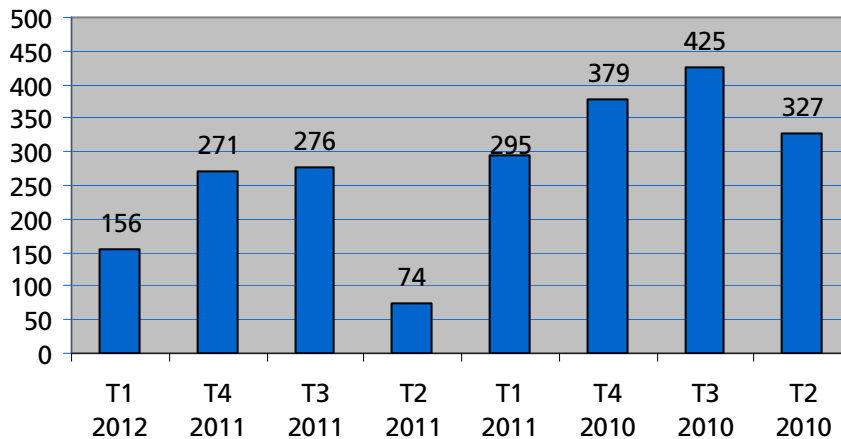
Aucune modification importante n'a été apportée aux risques opérationnels énoncés à la *section 5.3 – Risques opérationnels du Rapport de gestion annuel de 2011*. Ces risques sont liés notamment à la qualité du service, à la santé et la sécurité du personnel, à la sécurité et la protection des renseignements personnels, à la continuité des activités, à l'attrition, à la viabilité environnementale et aux risques juridiques.

6 Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars)



Le Groupe d'entreprises disposait de 156 millions de dollars au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie le 31 mars 2012, soit une baisse de 115 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2011. Cette baisse s'explique principalement par les acquisitions d'immobilisations nettes se chiffrant à 104 millions de dollars.

6.2 Activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le		
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change-ment
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles	3	(144)	147

Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles du premier trimestre de 2012 ont augmenté de 147 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cet écart de trésorerie est principalement attribuable à la diminution des paiements d'avantages du personnel futurs se chiffrant à 87 millions de dollars et à la baisse de la croissance des éléments hors trésorerie du fonds de roulement en 2012 se chiffrant à 60 millions de dollars. La diminution des paiements d'avantages du personnel futurs est principalement attribuable au recours aux règlements gouvernementaux appuyant l'allègement des cotisations exceptionnelles de solvabilité versées pour le régime de retraite du secteur Postes Canada.

6.3 Activités d'investissement

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le		
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change- ment
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	(113)	64	(177)

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement au premier trimestre de 2012 ont baissé de 177 millions de dollars, principalement en raison d'une baisse de 136 millions de dollars en revenus nets découlant de la vente de placements à court terme et d'une augmentation de 49 millions de dollars en acquisitions d'immobilisations.

Acquisitions d'immobilisations

(en millions of dollars)	Période de 13 semaines close le		
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change- ment
Postes Canada	115	74	41
Purolator	10	2	8
Logistique	1	0	1
Secteur Autre et intersectoriel	(2)	(1)	(1)
Groupe d'entreprises de Postes Canada	124	75	49

Les acquisitions d'immobilisations du Groupe d'entreprises ont augmenté au cours du premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'augmentation des dépenses relatives au Programme de transformation postale.

6.4 Activités de financement

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le		
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change- ment
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	(5)	(4)	(1)

Il n'y a pas eu de changement important dans les activités de financement par rapport à celles de 2011.

6.5 Régime de retraite de Postes Canada

Le Régime de retraite du secteur Postes Canada est l'un des plus importants à entreprise unique au Canada; la valeur marchande de son actif dépasse 15 milliards de dollars. Les effets du Régime de retraite sur les liquidités sont décrits à la *section 6.5 – Régime de retraite de Postes Canada du Rapport de gestion annuel de 2011*. La mise à jour de cette section est fournie ci-dessous.

En vertu de la législation existante, l'estimation actuelle de la position financière du Régime de retraite de Postes Canada au 31 décembre 2011 indique un déficit sur le plan de la continuité devant être capitalisé d'environ 400 millions de dollars et un déficit sur le plan de la solvabilité devant être capitalisé d'environ 4,7 milliards de dollars avant toute mesure d'allègement.

À titre de répondant du Régime, Postes Canada est responsable de financer tout manque de fonds du régime de retraite. Elle est aussi tenue de verser des cotisations exceptionnelles pour couvrir les déficits sur le plan de la continuité ou sur le plan de la solvabilité sur des périodes précises. Les cotisations exceptionnelles de l'employeur pour le premier trimestre de 2012 se chiffrent à 8 millions de dollars, par rapport aux 106 millions de dollars versés au premier trimestre de 2011. L'écart sur 12 mois est principalement attribuable aux mesures d'allègement des cotisations exceptionnelles de solvabilité.

Tel qu'il est indiqué dans le Rapport de gestion annuel de 2011, les changements apportés à la législation s'appliquant aux régimes de retraite offrent aux sociétés d'État un allègement de capitalisation en matière de cotisations exceptionnelles de solvabilité si certaines conditions sont respectées. En août 2011, le ministre des Finances et le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités ont approuvé l'allègement de la capitalisation pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2012. La Société a l'intention de demander des mesures d'allègement additionnelles en fonction de l'évaluation qui sera déposée en juin 2012. Une fois que ces mesures auront été approuvées, le montant total de l'allègement des cotisations de solvabilité requis d'ici la fin de 2012 devrait atteindre environ 1,2 milliard de dollars.

Les cotisations pour services rendus représentent respectivement 83 millions de dollars et 73 millions de dollars pour le premier trimestre de 2012 et celui de 2011. L'estimation des cotisations pour services rendus pour l'exercice 2012 est d'environ 350 millions de dollars.

6.6 Liquidités et ressources en capital

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada gère des capitaux composés des éléments suivants : prêts et emprunts, autres passifs (non courants) et capitaux du Canada. Cet aperçu du capital est utilisé par la Direction et pourrait ne pas être comparable aux définitions utilisées par les autres organisations postales ou entreprises publiques. En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants : assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation des plans d'exploitation et stratégique; maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit pour financer le développement futur de l'entreprise.

Liquidités

Au cours du premier trimestre de 2012, les fonds accumulés et les marges de crédit accessibles immédiatement ont fourni les liquidités requises par le Groupe d'entreprises de Postes Canada pour soutenir ses obligations financières et financer ses exigences en matière de capital ainsi que ses exigences stratégiques. Le secteur Postes Canada avait 881 millions de dollars de placements liquides illimités, disponibles au 31 mars 2012, et 250 millions de dollars de marges de crédit établies en vertu de son autorisation d'emprunt à court terme approuvée par le ministre des Finances.

Le secteur Postes Canada estime détenir des liquidités suffisantes pour soutenir ses opérations pour les 12 prochains mois, y compris les ressources financières adéquates pour composer avec des fluctuations de fonds de roulement, des changements négatifs dans les résultats de l'entreprise ou des dépenses non prévues. Cet avis est, en partie, basé sur les attentes suivantes : 1) son autorisation d'emprunt à court terme de 250 millions de dollars qui prend fin le 31 décembre 2012 sera renouvelée par le gouvernement du Canada à un niveau supérieur approprié jusqu'au 31 décembre 2013; 2) son entente conclue avec le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* et permettant à la Société de réduire ses cotisations exceptionnelles de solvabilité sera renouvelée.

Les filiales de la Société disposaient au total de 110 millions de dollars d'encaisse non affectée et de facilités de crédit disponibles se chiffrant à 131 millions de dollars en date du 31 mars 2012, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs opérations pour les 12 prochains mois.

Accès aux marchés financiers

Conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, le secteur Postes Canada peut emprunter jusqu'à 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada. En vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, qui a reçu la sanction royale le 15 décembre 2009, les emprunts à un autre organisme que le Trésor du gouvernement du Canada sont limités à 2,5 milliards de dollars. Le montant global d'emprunt autorisé comprend une somme maximale de 250 millions de dollars pouvant être utilisée pour la gestion de la trésorerie sous la forme d'emprunts à court terme.

Au 31 mars 2012, les emprunts du secteur Postes Canada et ceux des filiales de la Société se chiffrent respectivement à 1 055 millions de dollars et à 69 millions de dollars. Pour en savoir plus au sujet des liquidités et de l'accès aux marchés financiers, consulter la section 6.6 – *Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2011*.

Dividendes

Pour en savoir plus sur notre politique de dividende, consulter la section 6.6 – *Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2011*.

6.7 Risques liés aux instruments financiers

Le groupe d'entreprises de Postes Canada utilise un éventail d'instruments financiers pour mener à bien les activités décrites à la section 6.7 – *Risques liés aux instruments financiers du Rapport de gestion annuel de 2011*.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de voir fluctuer la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison des variations de facteurs de marché externes, comme les taux d'intérêt, les cours du change et le prix des marchandises. Au cours du premier trimestre de 2012, la Société a conclu des contrats à terme et a instauré un programme de couvertures économiques pour réduire les risques liés aux ventes prévues en 2012 libellées en droits de tirage spéciaux, et elle a également continué à couvrir les risques liés aux soldes en devises étrangères. Ces contrats à terme ne sont pas désignés en tant qu'instruments de couverture aux fins de la comptabilité de couverture. Pour en savoir plus au sujet du risque de change, se reporter à la note 10, *Risque de change, afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012*. Aucun autre changement important n'a été apporté au risque de marché au cours du premier trimestre de 2012.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière dû à l'incapacité d'une contrepartie à respecter ses obligations contractuelles. Le risque de crédit provient des placements dans des sociétés et des institutions financières, ainsi que du crédit consenti aux clients grossistes et commerciaux, y compris les comptes débiteurs non réglés. Les ventes aux consommateurs sont réglées en argent comptant ou à l'aide de cartes de crédit reconnues. Aucun changement important n'a été apporté au risque de crédit au cours du premier trimestre de 2012.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que court le Groupe d'entreprises de Postes Canada de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsqu'elles sont exigibles. Le risque d'illiquidité est géré en constituant des réserves de liquidités suffisantes, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant continuellement les flux de trésorerie prévus et réels et en appariant les profils d'échéance des actifs et des passifs financiers. Aucun changement important n'a été apporté au risque d'illiquidité au cours du premier trimestre de 2012.

6.8 Obligations contractuelles et engagements

Les obligations contractuelles et les engagements sont expliqués à la *section 6.8 – Obligations contractuelles et engagements du Rapport de gestion annuel de 2011*. Aucun changement important n'a été apporté aux obligations contractuelles et aux engagements au cours du premier trimestre de 2012.

6.9 Transactions entre parties liées

La Société exécute différentes transactions avec des parties liées, tant dans le cours normal de ses activités commerciales que dans le but d'appuyer les politiques publiques du gouvernement du Canada. Ces transactions ne diffèrent pas de façon importante de celles qui ont été déclarées à la *section 6.9 – Transactions entre parties liées du Rapport de gestion annuel de 2011*. Pour obtenir plus de renseignements sur les transactions effectuées entre parties liées, se reporter à la *note 11, Transactions entre parties liées, afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012*.

6.10 Passifs éventuels

Les éléments du passif éventuel sont décrits à la *note 7, Passifs éventuels, afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012*.

7 Évolution de la situation financière

Examen des changements importants en matière d'actifs et de passifs entre le 31 mars 2012 et le 31 décembre 2011

(en millions de dollars)

ACTIF	31 mars 2012	31 déc. 2011	Change- ment	%	Explication du changement
Trésorerie et équivalents de trésorerie	156	271	(115)	(42,4) %	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital à la page 13
Titres négociables	835	842	(7)	(0,8) %	Aucun changement important
Clients et autres débiteurs	624	662	(38)	(5,7) %	Principalement attribuable à la diminution des comptes clients pour les secteurs Postes Canada et Purolator provenant de ventes plus élevées en décembre 2011
Impôts à recevoir	59	56	3	5,8 %	Aucun changement important
Autres actifs	84	115	(31)	(27,2) %	Principalement attribuable à la diminution des charges payées d'avance et aux actifs détenus en vue de la vente
Total des actifs courants	1 758	1 946	(188)	(9,6) %	
Immobilisations corporelles	2 428	2 379	49	2,1 %	Attribuable aux acquisitions d'immobilisations nettes du secteur Postes Canada
Immobilisations incorporelles	168	165	3	1,8 %	Aucun changement important
Titres réservés	552	553	(1)	(0,2) %	Aucun changement important
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	96	93	3	3,0 %	Aucun changement important
Actifs d'impôt différé	1 519	1 472	47	3,2 %	Principalement attribuable à l'augmentation des différences temporelles provenant des pertes actuarielles comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour l'actif du Régime de retraite agréé de Postes Canada et les avantages postérieurs à l'emploi
Écart d'acquisition	125	125	–	–	Aucun changement important
Autres actifs	13	11	2	23,6 %	Aucun changement important
Total des actifs non courants	4 901	4 798	103	2,1 %	
Total de l'actif	6 659	6 744	(85)	(1,3) %	

(en millions de dollars)

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	31 mars 2012	31 déc. 2011	Change- ment	%	Explication du changement
Fournisseurs et autres créditeurs	436	482	(46)	(9,5) %	Principalement attribuable à la diminution des fournisseurs et des versements des intérêts sur obligations du secteur Postes Canada, en partie contrée par une augmentation des créditeurs pour le secteur Purolator en raison du calendrier
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	661	732	(71)	(9,7) %	Principalement attribuable à la baisse des salaires et avantages à payer en raison du calendrier pour le secteur Postes Canada
Provisions	73	75	(2)	(2,3) %	Aucun changement important
Impôts à payer	2	2	(0)	(11,8) %	Aucun changement important
Produits différés	118	129	(11)	(8,6) %	Attribuable à la réduction des produits différés au titre des produits philatéliques, en partie contrée par une augmentation des paiements préalables des clients
Prêts et emprunts	15	16	(1)	(5,1) %	Aucun changement important
Passifs au titre des autres avantages à long terme	86	86	–	–	Aucun changement important
Total des passifs courants	1 391	1 522	(131)	(8,6) %	
Prêts et emprunts	1 109	1 111	(2)	(0,2) %	Aucun changement important
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	5 915	5 719	196	3,4 %	Principalement attribuable aux pertes actuarielles liées au secteur Postes Canada
Passifs d'impôt différé	1	–	1	305,9 %	Aucun changement important
Provisions	4	4	(0)	(4,0) %	Aucun changement important
Autres passifs	23	19	4	23,3 %	Principalement attribuable à des gains différés sur la vente d'actifs
Total des passifs non courants	7 052	6 853	199	2,9 %	
Total du passif	8 443	8 375	68	0,8 %	
Capitaux propres					
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	Aucun changement important
Cumul des autres éléments du résultat global	40	45	(5)	(11,1) %	Principalement attribuable à la perte latente nette sur les actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente du secteur Postes Canada
Déficit accumulé	(3 003)	(2 855)	(148)	(5,2) %	Principalement attribuable aux pertes actuarielles nettes en raison de la réévaluation de l'actif et des prestations constituées
Capitaux du Canada	(1 808)	(1 655)	(153)	(9,2) %	
Participations ne donnant pas le contrôle	24	24	(0)	(1,1) %	
Total des capitaux propres	(1 784)	(1 631)	(153)	(9,3) %	
Total du passif et des capitaux propres	6 659	6 744	(85)	(1,3) %	

8 Revue des activités opérationnelles

Examen détaillé de notre rendement financier

8.1 Résumé des résultats trimestriels

Résultats consolidés par trimestre

(en millions de dollars)	T1 de 2012	T4 de 2011	T3 de 2011	T2 de 2011	T1 de 2011	T4 de 2010	T3 de 2010	T2 de 2010
Produits opérationnels	1 940	1 984	1 806	1 761	1 933	1 972	1 752	1 833
Charges opérationnelles	1 934	2 071	1 963	1 773	1 903	1 902	1 763	1 788
Résultat opérationnel	6	(87)	(157)	(12)	30	70	(11)	45
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	(9)	(7)	(6)	(6)	(8)	2	(8)	(0)
Résultat avant impôt	(3)	(94)	(163)	(18)	22	72	(19)	45
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	4	(16)	(50)	(1)	2	15	(205)	(2)
Résultat net	(7)	(78)	(113)	(17)	20	57	186	47

8.2 Résultats opérationnels consolidés

Résultats consolidés pour le premier trimestre de 2012

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change- ment	%
Produits opérationnels	1 940	1 933	7	0,4 %*
Charges opérationnelles	1 934	1 903	31	1,6 %
Résultat opérationnel	6	30	(24)	(78,6) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	(9)	(8)	(1)	(6,4) %
Résultat avant impôt	(3)	22	(25)	(111,5) %
Charge (produit) d'impôts sur le résultat	4	2	2	251,2 %
Résultat net	(7)	20	(27)	(132,6) %
Autres éléments du résultat global	(146)	(8)	(138)	(1 859,8) %
Résultat global	(153)	12	(165)	(1 242,7) %

* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré un résultat net de -7 millions de dollars pour le premier trimestre de 2012, soit une diminution de 27 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Produits opérationnels consolidés

Pour le premier trimestre de 2012, les produits opérationnels ont augmenté de 7 millions de dollars, soit 0,4 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En raison de l'érosion importante des volumes dans les secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct de Postes Canada, les revenus sont demeurés relativement stables malgré les majorations tarifaires et la croissance des revenus dans le secteur Purolator. Les détails des produits opérationnels sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

Charges opérationnelles consolidées

Les charges opérationnelles ont augmenté de 31 millions de dollars, soit 1,6 %, au cours du premier trimestre de 2012 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

Produits (charges) consolidés liés aux activités d'investissement et de financement

Les charges liées aux activités d'investissement et de financement ont augmenté de 1 million de dollars au cours du premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Charge (produit) d'impôt sur le résultat consolidé

La charge d'impôt sur le résultat consolidé a augmenté pour le premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'incidence d'une baisse du taux statutaire sur le report rétrospectif d'une perte de 2011 ainsi qu'à l'incidence des différences temporelles de 2011.

Autres éléments du résultat global consolidé

Des pertes actuarielles ont été enregistrées en raison de la réévaluation des régimes à prestations définies. Les résultats positifs des placements des régimes de retraite ont été contrés par une baisse du taux d'actualisation qui a eu des répercussions négatives sur les régimes de retraite du Groupe d'entreprises.

8.3 Résultats opérationnels par secteur

Résultats avant impôt par secteur

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change- ment	%
Postes Canada	11	23	(12)	(51,8) %
Purolator	(11)	(6)	(5)	(70,9) %
Logistique	2	2	(0)	(11,0) %
Autre	4	4	0	10,3 %
Intersectoriel et non attribué	(9)	(1)	(8)	(875,7) %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(3)	22	(25)	(111,5) %

Les détails des résultats opérationnels sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

8.4 Secteur Postes Canada

La contribution du secteur Postes Canada au résultat consolidé avant impôt au cours du premier trimestre de 2012 s'est élevée à 11 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 12 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse du résultat aurait été encore plus importante, si ce n'avait été des rajustements ponctuels ne provenant pas des activités opérationnelles et se chiffrant à 8 millions de dollars. Ces rajustements sont comptabilisés dans les produits liés aux activités d'investissement et de financement, dont la plupart sont liés aux activités intersectorielles et non attribuées qui ont été éliminées au moment de la consolidation. Les détails des produits opérationnels et des charges opérationnelles sont présentés ci-dessous.

Résultats de Postes Canada pour le premier trimestre de 2012

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change-ment	%
Produits opérationnels	1 539	1 561	(22)	(1,4) %*
Charges opérationnelles	1 529	1 531	(2)	(0,2) %
Résultat opérationnel	10	30	(20)	(64,6) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	1	(7)	8	109,8 %
Résultat avant impôt	11	23	(12)	(51,8) %
Charge d'impôt sur le résultat	4	1	3	344,2 %
Résultat net	7	22	(15)	(67,6) %

* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux

Produits opérationnels

Postes Canada a généré des produits opérationnels de 1 539 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2012, ce qui représente une baisse de 22 millions de dollars, soit 1,4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des produits est attribuable à un certain nombre de facteurs, notamment la substitution électronique, les pressions exercées par la concurrence, l'incertitude des marchés et les répercussions à long terme de l'arrêt de travail survenu en juin 2011.

Produits trimestriels selon le secteur d'activité

	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change-ment	%*
Courrier transactionnel	830	847	(17)	(2,0) %
Marketing direct	313	326	(13)	(3,8) %
Colis	319	322	(3)	(1,0) %
Autres produits	77	66	11	17,2 %
Total	1 539	1 561	(22)	(1,4) %

* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux

Courrier transactionnel

Les produits générés par le secteur d'activité Courrier transactionnel pour le premier trimestre de 2012, lesquels se chiffrent à 830 millions de dollars, englobent les trois catégories de produits suivantes : Poste-lettres du régime intérieur (747 millions de dollars), Poste aux lettres de départ (50 millions de dollars) et Poste aux lettres d'arrivée (33 millions de dollars).

Au cours du premier trimestre de 2012, les volumes du secteur d'activité Courrier transactionnel ont baissé de 58 millions d'articles, soit 4,5 %, et les revenus ont baissé de 17 millions de dollars, soit 2,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En ce qui concerne le produit Poste-lettres du régime intérieur, soit la catégorie de produit la plus importante, les volumes ont baissé de 57 millions d'articles, soit 4,9 %, et les revenus ont baissé de 26 millions de dollars, soit 3,4 %. Les baisses de volumes et de produits au cours du premier trimestre sont en grande partie attribuables à une incertitude économique persistante et à la substitution électronique, qui comprend les initiatives promues et établies par certains de nos plus grands clients visant à imposer des frais pour les documents papier.

Marketing direct

Les produits générés par le secteur d'activité Marketing direct au cours du premier trimestre de 2012, lesquels se chiffrent à 313 millions de dollars, englobent les quatre catégories suivantes : Médiaposte avec adresse^{MC} (148 millions de dollars), Médiaposte sans adresse^{MC} (97 millions de dollars), Poste-publications^{MC} (61 millions de dollars) et Correspondance-réponse d'affaires^{MC} et autre courrier (7 millions de dollars).

Les produits générés par le secteur d'activité Marketing direct au cours du premier trimestre ont baissé de 13 millions de dollars, soit 3,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les volumes au cours du premier trimestre de 2012 ont baissé de 87 millions d'articles, soit 6,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les baisses des produits et des volumes sont principalement attribuables aux clients de la Société dans les secteurs des finances, des télécommunications et de la vente au détail qui réduisent leurs dépenses de marketing et qui passent à d'autres médias.

Colis

Les produits générés par le secteur d'activité Colis pour le premier trimestre de 2012, lesquels se chiffrent à 319 millions de dollars, englobent les quatre catégories de produits suivantes : colis du régime intérieur (222 millions de dollars), colis de départ (50 millions de dollars), colis d'arrivée (41 millions de dollars) et autres (6 millions de dollars).

Les produits générés par le secteur d'activité Colis pour le premier trimestre ont connu une diminution de 3 millions de dollars, soit 1,0 %, tandis que les volumes ont augmenté de 0,4 million d'articles, soit 1,1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des produits est principalement attribuable à notre retrait du programme Aliments-poste en 2011, et la hausse des volumes reflète la croissance du nombre de commandes dans le cybercommerce.

Autres produits

En ce qui concerne les autres produits, ils ont augmenté de 11 millions de dollars, soit 17,2 %, passant ainsi à 77 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2012 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une augmentation des ventes de nouveaux timbres et d'un excellent rendement du service de réexpédition du courrier et d'autres produits de données, en partie contrés par l'incidence du recensement de 2011 sur les produits IntelliFlot^{MC}.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles du secteur Postes Canada se sont chiffrées à 1 529 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2012; il s'agit d'une diminution de 2 millions de dollars, soit 0,2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change- ment	%
Main-d'œuvre	811	825	(14)	(1,7) %
Avantages du personnel	257	238	19	8,1 %
Total de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	1 068	1 063	5	0,5 %
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	220	232	(12)	(5,3) %
Immobilier, installations et entretien	60	60	0	0,3 %
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	121	119	2	1,2 %
Total des autres charges opérationnelles	401	411	(10)	(2,6) %
Amortissement	60	57	3	5,3 %
Total	1 529	1 531	(2)	(0,2) %

Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre ont baissé de 14 millions de dollars, soit 1,7 %, pour le premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison d'une réduction des heures supplémentaires, de paiements liés au volume et de rajustements ponctuels. Ces baisses sont en partie contrées par le recours accru aux employés temporaires, la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre pour les FFRS et les augmentations salariales annuelles prévues.

Avantages du personnel

Les charges au titre des avantages du personnel ont augmenté de 19 millions de dollars, soit 8,1 %, au cours du premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une modification des hypothèses actuarielles comprenant une réduction des taux d'actualisation et une diminution du taux de rendement sur les actifs des régimes.

Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre

Les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison offerts en sous-traitance ont baissé de 12 millions de dollars, soit 5,3 %, au cours du premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison du retrait de Postes Canada du programme Aliments-poste du gouvernement du Canada (en date du 31 mars 2011), en partie contré par les pressions inflationnistes.

Immobilier, installations et entretien

Les charges liées aux installations sont restées stables au cours du premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais de vente, frais administratifs et autres coûts

Les frais de vente, les frais administratifs et les autres coûts (qui comprennent les coûts de la technologie de l'information, de l'administration, des programmes, de la vente et autres coûts) sont demeurés relativement stables, augmentant de 2 millions de dollars, soit 1,2 %, au cours du premier trimestre de 2012 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Amortissement

Les charges liées à l'amortissement ont augmenté de 3 millions de dollars, soit 5,3 %, au cours du premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des acquisitions d'immobilisations relatives à la Transformation postale et à la reconstitution de la base d'actifs.

8.5 Secteur Purolator

Le secteur Purolator a enregistré un résultat net de -9 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2012, ce qui représente une augmentation de 4 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats de Purolator pour le premier trimestre de 2012

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change-ment	%
Produits opérationnels	398	372	26	6,9 %*
Charges opérationnelles	408	378	30	8,0 %
Résultat opérationnel	(10)	(6)	(4)	(90,8) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	(1)	(0)	(1)	(48,4) %
Résultat avant impôt	(11)	(6)	(5)	(70,9) %
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(2)	(1)	(1)	(32,0) %
Résultat net	(9)	(5)	(4)	(81,7) %

* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux

Produits opérationnels

Dans l'ensemble, Purolator a généré des produits opérationnels de 398 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2012, ce qui représente une hausse de 26 millions de dollars, soit 6,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'accroissement des volumes.

Charges opérationnelles

Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre ont augmenté de 12 millions de dollars, soit 9,1 %, au cours du premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la hausse des volumes, de l'augmentation des dépenses dans des secteurs où l'effectif était auparavant insuffisant et du recrutement pour pourvoir aux postes vacants.

Charges liées aux activités opérationnelles

Les charges liées aux activités opérationnelles ont augmenté de 8 millions de dollars, soit 5,5 %, au cours du premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des hausses de volumes et des pressions inflationnistes.

8.6 Secteur Logistique

Le secteur Logistique comporte les résultats financiers de SCI. La contribution du secteur Logistique au résultat consolidé avant impôt au cours du premier trimestre de 2012 s'est élevée à 1 million de dollars, demeurant en grande partie inchangée par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats du secteur Logistique pour le premier trimestre de 2012

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			
	31 mars 2012	2 avril 2011	Change- ment	%
Produits opérationnels	35	34	1	3,3 %*
Charges opérationnelles	33	32	1	6,1 %
Résultat opérationnel	2	2	(0)	(14,9) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	0	(0)	0	243,8 %
Résultat avant impôt	2	2	(0)	(11,0) %
Charge d'impôt sur le résultat	1	0	1	60,3 %
Résultat net	1	2	(1)	(42,9) %

* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux

Produits opérationnels

Dans l'ensemble, SCI a généré des produits opérationnels de 35 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2012, ce qui représente une hausse de 1 million de dollars, soit 3,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à de nouvelles occasions d'affaires dans la logistique de même que dans le transport.

Charges opérationnelles

Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre totalisent 12,1 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2012. Elles sont donc restées stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges liées aux activités opérationnelles

Les charges liées aux activités opérationnelles ont augmenté de 1,6 million de dollars au cours du premier trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance des nouvelles occasions d'affaires et d'une hausse des volumes liés aux clients des services de transport.

8.7 Secteur Autre

Le secteur Autre comporte les résultats financiers d'Innovaposte. La quasi-totalité des services d'Innovaposte sont fournis au Groupe d'entreprises de Postes Canada. Par conséquent, la part proportionnelle qui revient à la Société des produits d'Innovaposte est éliminée par les charges opérationnelles des autres secteurs à la consolidation des états. Les charges opérationnelles indiquées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012 comprennent la part proportionnelle qui lui revient des dépenses liées à ces services pour le premier trimestre de 2012 qui se chiffrent à environ 36 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 4 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2011.

9 Principales estimations comptables et évolution des politiques comptables

Examen des estimations comptables critiques et des changements de politiques comptables en 2012 et dans les exercices à venir

9.1 Principales estimations comptables

Pour dresser les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société, la Direction établit des estimations et pose des hypothèses et des jugements complexes et subjectifs, fondés sur les connaissances acquises, qui ont une incidence sur les montants et les informations présentés dans ces états et les notes afférentes. Les résultats obtenus pourraient différer de ces jugements, estimations et hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites par la Direction de ces estimations et d'autres estimations et hypothèses établies à court terme, ainsi que les résultats réels, puissent exiger une modification importante des montants et des informations présentés dans les états financiers consolidés des périodes ultérieures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalle régulier. Les révisions apportées aux estimations comptables sont constatées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée, si la révision n'a de répercussions que sur cette période, ou elles sont constatées dans la période au cours de laquelle l'estimation a été révisée ainsi que dans les périodes ultérieures, si la révision a des incidences tant sur la période considérée que sur les périodes ultérieures.

Les estimations comptables critiques du Groupe d'entreprises demeurent en grande partie inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à notre examen des estimations comptables critiques dans notre Rapport de gestion annuel de 2011 ainsi qu'à la *note 3, Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations, afférente aux états financiers consolidés de 2011*, qui sont présentés dans notre Rapport annuel 2011.

9.2 Évolution des politiques comptables

Le tableau suivant présente les nouvelles normes et modifications publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et qui pourraient avoir une incidence sur les états financiers du Groupe d'entreprises à l'avenir. Une description plus détaillée de ces déclarations se trouve dans la section portant sur l'évolution des politiques comptables de notre Rapport de gestion annuel de 2011. Ces renseignements se trouvent aussi dans notre Rapport annuel 2011. Aucune autre déclaration applicable au Groupe d'entreprises n'a été publiée depuis la fin de l'exercice.

Norme ou modification	S'applique aux exercices ouverts à compter du
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	1 ^{er} janvier 2015
IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 11, <i>Accords conjoints</i>	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités</i>	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i>	1 ^{er} janvier 2013
IAS 27, <i>États financiers individuels</i>	1 ^{er} janvier 2013
IAS 28, <i>Participations dans des entreprises associées et des coentreprises</i>	1 ^{er} janvier 2013
Modifications de l'IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>	1 ^{er} janvier 2013
Modifications de l'IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global	1 ^{er} juillet 2012
Modifications de l'IFRS 9 et de l'IFRS 7 – Date d'entrée en vigueur obligatoire et informations à fournir lors de la transition	1 ^{er} janvier 2015
Modifications de l'IFRS 7 – Informations à fournir – Compensation d'actifs et de passifs financiers	1 ^{er} janvier 2013
Modifications de l'IAS 32 – Compensation d'actifs et de passifs financiers	1 ^{er} janvier 2014

La Société évalue actuellement l'incidence de ces normes et modifications sur ses états financiers consolidés. Elle s'attend à ce que les modifications apportées à l'IAS 19 aient une incidence négative considérable sur le résultat net.

9.3 Changements des méthodes comptables

Nos principales méthodes comptables sont décrites à la *note 2, Règles de présentation et principales méthodes comptables, afférente aux états financiers consolidés de 2011*, qui sont présentés dans notre Rapport annuel 2011. Le Groupe d'entreprises n'a apporté aucun changement aux méthodes comptables et n'a adopté aucune nouvelle norme au cours de la période de 13 semaines close le 31 mars 2012.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La Direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière, de sa performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le président-directeur général,



Le chef des finances,



Le 29 mai 2012

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au		31 mars 2012	31 décembre 2011
(Non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes		
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		156 \$	271 \$
Titres négociables		835	842
Clients et autres débiteurs		624	662
Impôts à recevoir		59	56
Autres actifs		84	115
Total des actifs courants		1 758	1 946
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	4	2 428	2 379
Immobilisations incorporelles	4	168	165
Titres réservés		552	553
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	5	96	93
Actifs d'impôt différé		1 519	1 472
Écart d'acquisition		125	125
Autres actifs		13	11
Total des actifs non courants		4 901	4 798
Total de l'actif		6 659 \$	6 744 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs		436 \$	482 \$
Salaires et avantages à payer et provisions connexes		661	732
Provisions		73	75
Impôts à payer		2	2
Produits différés		118	129
Prêts et emprunts		15	16
Passifs au titre des autres avantages à long terme	5	86	86
Total des passifs courants		1 391	1 522
Passifs non courants			
Prêts et emprunts		1 109	1 111
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	5	5 915	5 719
Passifs d'impôt différé		1	–
Provisions		4	4
Autres passifs		23	19
Total des passifs non courants		7 052	6 853
Total du passif		8 443	8 375
Capitaux propres			
Capital d'apport		1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global		40	45
Déficit accumulé		(3 003)	(2 855)
Capitaux du Canada		(1 808)	(1 655)
Participations ne donnant pas le contrôle		24	24
Total des capitaux propres		(1 784)	(1 631)
Total du passif et des capitaux propres		6 659 \$	6 744 \$
Passifs éventuels	7		
Événement postérieur à la date de clôture	13		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Période de 13 semaines close le (Non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2012	2 avril 2011
Produits opérationnels		1 940	1 933
Charges opérationnelles			
Main-d'œuvre		983	983
Avantages du personnel	5	298	274
		1 281	1 257
Autres charges opérationnelles	8	577	575
Amortissement		76	71
Total des charges opérationnelles		1 934	1 903
Résultat opérationnel		6	30
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement			
Produits de placement et autres produits	9	7	5
Charges financières et autres charges	9	(16)	(13)
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement		(9)	(8)
Résultat avant impôt		(3)	22
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	6	4	2
Résultat net		(7)	20
Autres éléments du résultat global			
Éléments non reclassés en résultat net			
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	5	(185)	-
Éléments reclassés en résultat net			
Pertes latentes sur les actifs financiers disponibles à la vente		(7)	(9)
Profits réalisés, reclassés en résultat net		-	(1)
Impôts relatifs à toutes les composantes des autres éléments du résultat global	6	46	2
Autres éléments du résultat global		(146)	(8)
Résultat global		(153)	12
Résultat net attribuable au (aux) :			
Gouvernement du Canada		(6)	20
Participations ne donnant pas le contrôle		(1)	-
		(7)	20
Résultat global attribuable au (aux) :			
Gouvernement du Canada		(152)	12
Participations ne donnant pas le contrôle		(1)	-
		(153)	12

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Période de 13 semaines close le 31 mars 2012	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(Non audité – en millions de dollars canadiens)						
Solde au 31 décembre 2011	1 155 \$	45 \$	(2 855) \$	(1 655) \$	24 \$	(1 631) \$
Résultat net	-	-	(6)	(6)	(1)	(7)
Autres éléments du résultat global						
Éléments non reclassés en résultat net						
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	-	-	(185)	(185)	-	(185)
Éléments reclassés en résultat net						
Pertes latentes sur les actifs financiers disponibles à la vente	-	(7)	-	(7)	-	(7)
Impôts relatifs à toutes les composantes des autres éléments du résultat global	-	2	44	46	-	46
Autres éléments du résultat global	-	(5)	(141)	(146)	-	(146)
Résultat global	-	(5)	(147)	(152)	(1)	(153)
Transactions avec les actionnaires						
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables au regroupement d'entreprises	-	-	-	-	1	1
Autres transactions avec les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(1)	(1)	-	(1)
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	(1)	(1)	1	-
Solde au 31 mars 2012	1 155 \$	40 \$	(3 003) \$	(1 808) \$	24 \$	(1 784) \$

Période de 13 semaines close le 2 avril 2011	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(Non audité – en millions de dollars canadiens)						
Solde au 31 décembre 2010	1 155 \$	9 \$	(1 485) \$	(321) \$	27 \$	(294) \$
Résultat net	-	-	20	20	-	20
Autres éléments du résultat global						
Éléments reclassés en résultat net						
Pertes latentes sur les actifs financiers disponibles à la vente	-	(9)	-	(9)	-	(9)
Profits réalisés, reclassés en résultat net	-	(1)	-	(1)	-	(1)
Impôts relatifs à toutes les composantes des autres éléments du résultat global	-	2	-	2	-	2
Autres éléments du résultat global	-	(8)	-	(8)	-	(8)
Résultat global	-	(8)	20	12	-	12
Solde au 2 avril 2011	1 155 \$	1 \$	(1 465) \$	(309) \$	27 \$	(282) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Période de 13 semaines close le (Non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2012	2 avril 2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net		(7) \$	20 \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Amortissement	4	76	71
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	5	151	132
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	5	(142)	(229)
Profit sur la vente d'immobilisations		(1)	–
Charge (produit) d'impôt sur le résultat		4	2
Charges d'intérêts nettes	9	9	8
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles :			
Diminution des clients et autres débiteurs		56	6
Diminution des fournisseurs et autres créditeurs		(42)	(58)
Diminution des salaires et avantages à payer et provisions connexes		(78)	(48)
Diminution des provisions		(3)	(5)
Diminution (augmentation) nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles		10	(12)
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net		(4)	(8)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant intérêts et impôts		29	(121)
Intérêts perçus		7	5
Intérêts payés		(25)	(25)
Impôts payés		(8)	(3)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles		3	(144)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'entreprise, déduction faite de la trésorerie acquise	3	(11)	–
Acquisition de titres		(462)	(591)
Produit de la vente de titres		485	712
Acquisition d'immobilisations		(124)	(75)
Produit de la vente d'immobilisations		20	1
Autres activités d'investissement, montant net		(21)	17
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement		(113)	64
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Paiements au titre des obligations liées à des contrats de location-financement		(4)	(3)
Autres activités de financement, montant net		(1)	(1)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(5)	(4)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(115)	(84)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		271	379
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		156 \$	295 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012
(non audités – en millions de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes* (la « Loi »), la Société canadienne des postes (la « Société ») est une société d'État qui figure à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de distribution de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au Canada et entre le Canada et les autres pays. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, selon la *Loi*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi* donne à la Société le privilège exclusif (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres et de leur livraison aux destinataires à l'intérieur du Canada. Les autres secteurs d'activité qui ne sont pas couverts par le privilège exclusif sont les colis ainsi que les produits et les services de marketing direct. Les principales filiales de la Société comprennent Purolator Inc. (« Purolator »), le Groupe SCI Inc. (« SCI ») et Innovapost Inc. (« Innovaposte »). Purolator et SCI offrent des services de messagerie, de transport et de logistique, tandis qu'Innovaposte est le fournisseur de services de technologie de l'information à la Société et à ses filiales. La Société, Purolator, SCI et Innovaposte sont désignés collectivement sous le nom de « Groupe d'entreprises de Postes Canada » ou « Groupe d'entreprises ».

En décembre 2006, la Société a reçu des instructions aux termes de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à savoir rétablir et conserver son service de livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins qu'elle desservait en date du 1^{er} septembre 2005, tout en respectant toutes les lois applicables. En 2012, la Société poursuit son évaluation des risques pour la sécurité que pose la livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Conformément aux dispositions de cette norme, les états financiers consolidés intermédiaires résumés ne présentent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le Conseil d'administration, qui a aussi autorisé leur publication, le 29 mai 2012. Ils ont été préparés conformément aux IFRS publiées qui étaient alors en vigueur. La période de présentation de l'information financière à titre comparatif n'a pas été examinée par les auditeurs externes de la Société.

Règles de présentation • Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à l'exception des cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de la Société, qui est le 31 décembre, correspond à la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres retenus par la Société ont 13 semaines. Les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont généralement en millions, sauf indication contraire.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société a toujours varié au cours d'une même année : les pics de demande ayant lieu pendant les fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Au cours des trois premiers trimestres de l'année, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont généralement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées entraînent des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en dépit des fluctuations de la demande.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle du Groupe d'entreprises de Postes Canada.

Méthode de consolidation • Les états financiers consolidés intermédiaires résumés comprennent les comptes du Groupe d'entreprises de Postes Canada. Les résultats de Purolator et de SCI sont consolidés pour les périodes de 13 semaines closes le 31 mars 2012 et le 2 avril 2011. Les résultats d'Innovaposte sont consolidés à compter du 14 mars 2012, date à laquelle Innovaposte est devenue une filiale de la Société (note 3). Innovaposte était auparavant une coentreprise dont les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Principales méthodes comptables • Les principales méthodes comptables utilisées pour les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 de la Société. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour le trimestre considéré et le trimestre présenté à titre comparatif.

Jugements comptables critiques et principales sources d'incertitude relative aux estimations • Pour dresser les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société, la Direction établit des estimations et pose des hypothèses et des jugements complexes et subjectifs, fondés sur les connaissances acquises, qui ont une incidence sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes y afférentes. Les résultats obtenus pourraient différer de ces jugements, estimations et hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites par la Direction et d'autres estimations et hypothèses établies à court terme, ainsi que les résultats réels, puissent exiger une modification importante des montants et des informations présentés dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalle régulier. Les révisions d'estimations comptables sont prises en compte dans la période au cours de laquelle l'estimation a été révisée, si la révision n'a de répercussions que sur cette période, ou elles sont constatées dans la période au cours de laquelle l'estimation a été révisée ainsi que dans les périodes ultérieures, si la révision a des incidences tant sur la période considérée que sur les périodes futures. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 3 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

3. Regroupement d'entreprises

Après avoir été approuvée par le Secrétariat du Conseil du Trésor conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'acquisition par le Groupe d'entreprises de Postes Canada de l'ensemble des actions avec droit de vote restantes d'Innovaposte est entrée en vigueur le 14 mars 2012 (date d'acquisition). La participation du Groupe d'entreprises dans Innovaposte a donc augmenté de 47,6 %, passant de 51 % à 98,6 %.

La contrepartie en trésorerie versée à la date d'acquisition pour le regroupement d'entreprises s'est élevée à 26 millions de dollars. Le regroupement d'entreprises a été comptabilisé selon la méthode d'acquisition et les résultats de la filiale acquise ont été comptabilisés dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

Innovaposte rend des services en matière de systèmes informatiques et de technologies de l'information (« SI/TI ») au Groupe d'entreprises de Postes Canada. La nouvelle structure de participation renforcera les synergies au sein du Groupe d'entreprises en augmentant la capacité commerciale et en favorisant l'adoption d'un mode de prestation de services SI/TI standardisé en vue de réduire les coûts, d'accroître l'efficacité, d'améliorer les services rendus et de produire une plus grande valeur commerciale de l'entité.

Les justes valeurs se rapprochent des valeurs comptables à la date d'acquisition. La participation ne donnant pas le contrôle dans Innovaposte a été évaluée selon la quote-part des montants comptabilisés des actifs identifiables nets.

L'actif acquis et le passif repris se présentent comme suit :

	Répartition du coût d'acquisition
Actif	
Actifs courants	38 \$
Actifs non courants	5
Total de l'actif	43 \$
Passif	
Passifs courants	18 \$
Passifs non courants	2
Total du passif	20 \$
Capitaux propres	23 \$
Capitaux propres attribuables aux capitaux du Canada	22 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	1 \$

Le prix d'acquisition comporte également une contrepartie versée pour prendre le contrôle de l'entité acquise en vue de permettre au Groupe d'entreprises d'harmoniser ses buts et intérêts et de les faire concorder avec les orientations futures d'Innovaposte.

Les actifs courants acquis se composaient notamment d'une somme de 15 millions de dollars en trésorerie et de créances clients de 18 millions de dollars. La juste valeur des créances correspond au montant contractuel brut, car toutes les créances sont exigibles du Groupe d'entreprises.

Les produits et le résultat net consolidés du Groupe d'entreprises comptabilisés pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012 n'auraient pas varié de manière significative si Innovaposte avait été acquise le 1^{er} janvier 2012, à l'ouverture de la période, et ils n'ont pas non plus été touchés de manière significative après la date d'acquisition, compte tenu de l'incidence des éliminations intersectorielles.

4. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se composent des éléments suivants :

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Au coût ou au coût présumé									
Solde au									
31 décembre 2011	312 \$	1 644 \$	240 \$	1 164 \$	329 \$	431 \$	860 \$	95 \$	5 075 \$
Entrées	12	8	3	31	12	4	5	40	115
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	2	-	-	2
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	-	(1)	-	-	-	-	-	-	(1)
Mises hors service	-	-	(1)	(28)	(7)	(4)	-	-	(40)
Transferts (virement correspondant à la note 4b))	-	19	1	1	-	-	-	(26)	(5)
Solde au 31 mars 2012	324 \$	1 670 \$	243 \$	1 168 \$	334 \$	433 \$	865 \$	109 \$	5 146 \$
Cumul des amortissements									
Solde au									
31 décembre 2011	- \$	830 \$	171 \$	696 \$	173 \$	301 \$	525 \$	- \$	2 696 \$
Amortissement	-	16	3	16	7	10	10	-	62
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	-	(1)	-	-	-	-	-	-	(1)
Mises hors service	-	-	(1)	(28)	(7)	(3)	-	-	(39)
Solde au 31 mars 2012	- \$	845 \$	173 \$	684 \$	173 \$	308 \$	535 \$	- \$	2 718 \$
Valeurs comptables									
31 décembre 2011	312 \$	814 \$	69 \$	468 \$	156 \$	130 \$	335 \$	95 \$	2 379 \$
31 mars 2012	324 \$	825 \$	70 \$	484 \$	161 \$	125 \$	330 \$	109 \$	2 428 \$

En 2012, les coûts d'emprunt incorporés dans le coût des immobilisations corporelles se sont élevés à 1 million de dollars (néant pour la période close le 2 avril 2011), avec l'application d'un taux de capitalisation de 4,3 %.

b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se composent des éléments suivants :

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de services et relations clients	Total
Au coût				
Solde au 31 décembre 2011	585 \$	44 \$	27 \$	656 \$
Entrées	1	10	–	11
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	3	–	–	3
Mises hors service	(7)	–	–	(7)
Transferts (virement correspondant à la note 4a)	–	5	–	5
Solde au 31 mars 2012	582 \$	59 \$	27 \$	668 \$
Cumul des amortissements				
Solde au 31 décembre 2011	467 \$	– \$	24 \$	491 \$
Amortissement	14	–	–	14
Mises hors service	(5)	–	–	(5)
Solde au 31 mars 2012	476 \$	– \$	24 \$	500 \$
Valeurs comptables				
31 décembre 2011	118 \$	44 \$	3 \$	165 \$
31 mars 2012	106 \$	59 \$	3 \$	168 \$

5. Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l’emploi et des autres avantages à long terme

a) Coûts

Les éléments du coût des avantages du personnel comptabilisés au cours de la période qui sont présentés dans le poste Avantages du personnel à l’état consolidé intermédiaire résumé du résultat global sont les suivants :

Pour la période de 13 semaines close le	31 mars 2012			2 avril 2011		
	Régimes de retraite	Autres régimes d’avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d’avantages	Total
Coût des services rendus	106 \$	34 \$	140 \$	100 \$	36 \$	136 \$
Coût financier	243	44	287	241	47	288
Rendement attendu des actifs des régimes	(277)	–	(277)	(290)	–	(290)
Coût (crédit) des services passés	–	(2)	(2)	–	(2)	(2)
Coûts des prestations définies	72	76	148	51	81	132
Coûts des cotisations définies	3	–	3	–	–	–
Total des coûts	75	76	151	51	81	132
Rendement des titres réservés	–	(5)	(5)	–	(6)	(6)
Coûts nets comptabilisés en résultat net	75 \$	71 \$	146 \$	51 \$	75 \$	126 \$
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	22	163	185	–	–	–
Montant comptabilisé en résultat global	97 \$	234 \$	331 \$	51 \$	75 \$	126 \$

Au cours du premier trimestre de 2012, le Groupe d’entreprises de Postes Canada a réévalué les actifs et les passifs des régimes d’avantages du personnel, ce qui a donné lieu à une perte, avant impôt, de 185 millions de dollars (néant pour la période close le 2 avril 2011), qui a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, à une diminution des actifs au titre des prestations des régimes de retraite de 1 million de dollars (néant pour la période close le 2 avril 2011), et à une augmentation des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l’emploi et des autres avantages à long terme de 184 millions de dollars (néant pour la période close le 2 avril 2011). Cette perte est attribuable à la baisse des taux d’actualisation, lesquels sont sensibles aux baisses des rendements des obligations. Elle a été compensée en partie par des rendements plus élevés que prévu des actifs des régimes de retraite du Groupe d’entreprises.

b) Total des paiements versés

Les paiements versés au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l’emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d’entreprises sont les suivants :

Pour la période de 13 semaines close le	31 mars 2012	2 avril 2011
Prestations payées directement aux bénéficiaires au titre des autres régimes d'avantages non capitalisés	37 \$	40 \$
Cotisations courantes de l'employeur aux régimes de retraite capitalisés	91	80
Cotisations exceptionnelles de l'employeur aux régimes de retraite capitalisés	11	109
Total des paiements versés au titre des régimes à prestations définies	139	229
Cotisations aux régimes à cotisations définies	3	–
Total des paiements versés	142 \$	229 \$

En 2012, le total des cotisations du Groupe d'entreprises aux régimes de retraite est estimé à 488 millions de dollars. Ces cotisations comprennent des cotisations exceptionnelles de la Société se chiffrant à 61 millions de dollars. Le montant de ces cotisations reflète l'intention de la Société de demander au ministre des Finances et au ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités l'autorisation de se prévaloir pour l'exercice entier des mesures d'allègement relatif aux cotisations exceptionnelles prévues dans la loi.

c) Actifs et passifs

Les montants suivants ont été comptabilisés et présentés dans l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière :

Au	31 mars 2012	31 décembre 2011
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	96 \$	93 \$
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	2 475 \$	2 481 \$
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 526	3 324
Moins la portion courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	(86)	(86)
Portion non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	5 915 \$	5 719 \$

6. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt fédéral sur les bénéfices aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties aux impôts sur les bénéfices fédéraux et provinciaux.

Les principales composantes de la charge (du produit) d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit :

Pour la période de 13 semaines close le	31 mars 2012	2 avril 2011
Charge (produit) d'impôt exigible sur le résultat	5 \$	(21) \$
Charge (produit) d'impôt différé afférent aux éléments suivants :		
Apparition et résorption des différences temporelles	(1)	21
Réduction du taux d'imposition	–	2
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	4 \$	2 \$

Les éléments de l’impôt sur le résultat qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global s’établissent comme suit :

Pour la période de 13 semaines close le	31 mars 2012			2 avril 2011		
	Avant impôt	Impact fiscal	Après impôt	Avant impôt	Impact fiscal	Après impôt
Éléments non reclassés en résultat net						
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	(185) \$	44 \$	(141) \$	– \$	– \$	– \$
Éléments reclassés en résultat net						
Perte latente nette sur les actifs financiers disponibles à la vente	(7)	2	(5)	(10)	2	(8)
	(192) \$	46 \$	(146) \$	(10) \$	2 \$	(8) \$

7. Passifs éventuels

- a) Une plainte a été déposée auprès de la Commission canadienne des droits de la personne (la « Commission ») alléguant qu’il y a eu discrimination par la Société en matière de travail à valeur égale. Un conciliateur a recommandé à la Commission, en février 2006, de refuser d’accueillir la plainte, initialement présentée en décembre 1982 par l’Association canadienne des maîtres de poste et adjoints, pour motif que celle-ci pouvait être traitée plus adéquatement sous le régime du *Code canadien du travail*. Il n’y a pas de faits nouveaux au sujet de cette plainte. Il est impossible pour le moment de déterminer l’issue de cette plainte. Par conséquent, aucune provision n’a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.
- b) La convention collective entre la Société et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (le « STTP ») a expiré le 31 janvier 2011. Les parties ont entrepris la négociation d’une nouvelle convention en octobre 2010. En janvier 2011, le STTP a présenté une demande de conciliation en vertu du *Code canadien du travail*. Le STTP a exercé son droit de grève en effectuant des grèves tournantes partout au pays à partir du 2 juin 2011, et la Société a déclaré un lock-out des employés le 14 juin 2011. Le gouvernement du Canada a déposé une loi forçant le retour au travail le 20 juin 2011 et la loi a reçu la sanction royale le 26 juin 2011.

Après avoir été nommé arbitre des offres finales par la ministre du Travail comme le prévoit la loi, juge Coulter Osborne lui a présenté sa démission le 1^{er} novembre 2011. La ministre du Travail a par la suite nommé M^e Guy Dufort comme nouvel arbitre pour participer aux négociations entre la Société et le STTP, sa nomination entrant en vigueur le 19 mars 2012. Le STTP a demandé à M^e Dufort de se récuser, ce qu’il a refusé de faire. Le STTP a contesté la nomination de M^e Dufort devant la Cour fédérale et, le 2 mai 2012, la Cour fédérale a entendu la demande présentée par le STTP de suspendre les procédures jusqu’à ce qu’elle rende sa décision sur la nomination de M^e Dufort. Le 11 mai 2012, la Cour fédérale a ordonné l’arrêt des procédures d’arbitrage et indiqué qu’elle tiendra des audiences le 25 juillet 2012 pour déterminer si la décision de M^e Dufort de ne pas se récuser était appropriée. Le STTP a également déposé une requête de contestation de la constitutionnalité de la loi.

Il est impossible de déterminer pour le moment l’issue de l’arbitrage; par conséquent, aucune provision n’a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- c) Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d’entreprises a conclu des ententes qui prévoient des indemnités à l’égard de tiers. De plus, le Groupe d’entreprises a conclu des ententes d’indemnisation avec chacun de ses administrateurs et de ses dirigeants et avec certains employés, afin de les dédommager, selon les conditions des ententes, pour les réclamations dont ils pourraient faire l’objet ou les frais engagés dans l’exercice de leurs fonctions d’administrateurs ou de dirigeants du Groupe d’entreprises ou dans l’exercice de leurs fonctions d’administrateurs, de dirigeants ou d’une autre fonction semblable au sein d’une autre entité à la demande du Groupe d’entreprises.

En général, ces ententes ne précisent pas les limites du Groupe d’entreprises en matière de responsabilité. Par conséquent, il n’est pas possible d’estimer le passif éventuel futur au titre de telles indemnités. Aucun montant n’a donc été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à cet égard.

- d) Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d’entreprises est partie à différentes réclamations et divers litiges pour lesquels les sorties de ressources nécessaires pour éteindre les obligations qui en découleraient ne peuvent être estimées ou ne sont pas probables à l’heure actuelle. Lorsqu’une obligation est manifeste, la Société comptabilise des provisions au titre de litiges si une sortie de ressources est probable, et qu’il est possible d’en estimer le montant de manière raisonnable.
- e) Certains des bâtiments de la Société contiennent des matériaux composés d’amiante que la Société sera obligée de retirer et de détruire de manière spéciale si ces biens subissent des rénovations majeures ou s’ils sont démolis en tout ou en partie. À moins que l’un de ces critères n’entre en jeu, aucune provision à cet égard ne figure dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés, puisqu’il n’existe actuellement aucune obligation de retirer ou de détruire les matériaux contenant de l’amiante.

La Société a comptabilisé des passifs relatifs au démantèlement pour le retrait d’amiante et d’autres frais de remise en état de sites pour des propriétés qu’elle compte vendre (ces obligations devraient être transférées aux acheteurs éventuels de ces propriétés, à la date de la vente) ou rénover. Ces passifs sont présentés au compte Provisions.

De même, la juste valeur des obligations de démantèlement liées à la remise en état des sites après l’enlèvement permanent d’une boîte postale communautaire d’un lieu ne peut être raisonnablement estimée, car la Société ne connaît pas les dates de règlement des obligations. La Société continuera à évaluer sa capacité d’estimer les justes valeurs de ses obligations de démantèlement à chaque date de clôture.

8. Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles comprennent ce qui suit :

Pour la période de 13 semaines close le	31 mars 2012	2 avril 2011
Levée, traitement et livraison hors main-d’œuvre	352 \$	352 \$
Immobilier, installations et entretien	84	84
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	141	139
Autres charges opérationnelles	577 \$	575 \$

9. Produits (charges) liés aux activités d’investissement et de financement

Les produits et les charges liés aux activités d’investissement et de financement se composent de ce qui suit :

Pour la période de 13 semaines close le	31 mars 2012	2 avril 2011
Produit d’intérêts	3 \$	5 \$
Profit sur la vente d’immobilisations	1	–
Autres produits	3	–
Produits de placement et autres produits	7 \$	5 \$
Charge d’intérêts	(12) \$	(13) \$
Autres charges	(4)	–
Charges financières et autres charges	(16) \$	(13) \$
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d’investissement et de financement	(9) \$	(8) \$

10. Risque de change

Le Groupe d'entreprises est exposé au risque de change qui découle surtout des règlements internationaux avec les administrations postales étrangères et du remboursement des mandats-poste libellés en monnaie étrangère. L'obligation de la Société de parvenir à un règlement avec les administrations postales étrangères est libellée en droits de tirage spéciaux (« DTS »), soit un panier de monnaies étrangères comprenant le dollar américain, l'euro, la livre sterling et le yen, alors que les paiements sont généralement libellés en dollars américains.

Au cours du premier trimestre, la Société a poursuivi la mise en œuvre de son programme de couverture économique visant à réduire les risques liés aux soldes en monnaies étrangères. Elle a également instauré un programme de couverture économique pour réduire son exposition aux risques liés aux ventes libellées en DTS prévues en 2012. Les expositions sont, dans un premier temps, portées en diminution des charges libellées en DTS prévues, puis le solde de l'exposition peut ensuite être couvert grâce à des contrats de change à terme libellés dans les quatre devises qui forment un DTS. Les opérations de couverture autorisées ne peuvent pas dépasser 70 % de l'exposition nette prévue lorsque des flux de trésorerie sont hautement probables. Les montants notionnels des contrats de change à terme en vigueur s'établissaient comme suit :

Au 31 mars 2012

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Fourchette d'échéances	Type	Juste valeur
Dollar américain	75 \$ US	76 \$	1,01 \$/\$ US	12 avril-21 décembre 2012	Vente à terme	1 \$
Euro	44 €	57	1,30 \$/€	13 avril-21 décembre 2012	Vente à terme	(1)
Livre sterling	10 £	16	1,60 \$/£	13 avril-21 décembre 2012	Vente à terme	–
Yen	1 153 ¥	15	0,013 \$/¥	13 avril-21 décembre 2012	Vente à terme	1
Total		164 \$				1 \$

Au 2 avril 2011

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Échéance	Type	Juste valeur
Dollar américain	28 \$ US	27 \$	0,97 \$/\$ US	12 avril 2011	Vente à terme	– \$
Euro	11 €	15	1,36 \$/€	12 avril 2011	Vente à terme	–
Total		42 \$				– \$

Les profits (pertes) latents connexes s'établissent comme suit :

Pour la période de 13 semaines close le	31 mars 2012	2 avril 2011
Dollar américain	1 \$	– \$
Euro	(1)	–
Livre sterling	–	–
Yen	1	–
Total	1 \$	– \$

La juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans le poste Clients et autres débiteurs à titre d'actifs liés à la gestion des risques ou dans le poste Fournisseurs et autres créditeurs à titre de passifs liés à la gestion des risques. La Société n'applique pas la comptabilité de couverture, et elle classe la juste valeur de ces contrats dans le niveau 2 de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur.

11. Transactions entre parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise à un contrôle commun avec d’autres organismes publics, ministères et sociétés d’État. Le Groupe d’entreprises de Postes Canada a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d’État

Les produits générés par des transactions entre parties liées pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012 ont atteint 87 millions de dollars (99 millions de dollars pour la période close le 2 avril 2011). La majeure partie de ces produits concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada.

Ces produits comprennent les paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l’envoi d’articles en franchise aux aveugles. Les produits générés par des transactions entre parties liées de l’exercice précédent comprenaient également des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada aux termes d’une entente conclue avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (maintenant appelé Affaires autochtones et Développement du Nord Canada) pour la différence entre le coût d’expédition des biens admissibles au programme fédéral Aliments-poste et les frais d’expédition payés par les expéditeurs pour ceux-ci. Ce programme a pris fin le 31 mars 2011, et un nouveau programme de contribution alimentaire intitulé Nutrition Nord Canada, est entré en vigueur le 1^{er} avril 2011. La Société ne participera pas à la livraison des aliments dans le cadre du nouveau programme.

Les paiements reçus à titre de compensation en vertu de ces deux programmes ont été comptabilisés comme suit :

Pour la période de 13 semaines close le	31 mars 2012	2 avril 2011
Envois postaux du gouvernement et envois destinés aux aveugles	6 \$	6 \$
Programme Aliments-poste	–	14
Compensation totale	6 \$	20 \$

Les produits générés par des transactions entre parties liées présentés ci-dessus pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012 ne comprennent pas une somme de 2 millions de dollars (2 millions de dollars pour la période close le 2 avril 2011) reçue par la Société au titre de loyers versés par les parties liées pour des locaux loués.

Les charges relatives aux parties liées pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012 se sont chiffrées à 9 millions de dollars (5 millions de dollars pour la période close le 2 avril 2011).

Le montant à recevoir et exigible des parties liées, tel qu’il est présenté dans l’état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière, s’établit comme suit :

Au	31 mars 2012	31 décembre 2011
Montant à recevoir et exigible des parties liées		
Inclus dans le poste Clients et autres débiteurs	25 \$	28 \$
Inclus dans le poste Fournisseurs et autres créditeurs	8 \$	9 \$
Produit différé relatif aux parties liées	6 \$	6 \$

b) Transactions avec le Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

Au cours de la période de 13 semaines close le 31 mars 2012, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes d’une valeur de 2 millions de dollars (2 millions de dollars pour la période close le 2 avril 2011). Au 31 mars 2012, il restait une créance de 4 millions de dollars (1 million de dollars au 31 décembre 2011) liée aux transactions avec le Régime qui a été pris en compte dans le poste Clients et autres débiteurs.

Les paiements, y compris les cotisations aux régimes à prestations définies et aux régimes à cotisations définies du Groupe d’entreprises, sont présentés à la note 5, Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l’emploi et des autres avantages à long terme.

c) Autres transactions

Au cours de la période de 13 semaines close le 31 mars 2012, une filiale de la Société a effectué des transactions commerciales avec une société contrôlée par un actionnaire minoritaire de cette filiale. L’actionnaire minoritaire est aussi un administrateur de la filiale. Cette société a fourni à la filiale des services de transport aérien d’une valeur de 29 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 31 mars 2012 (29 millions de dollars pour la période close le 2 avril 2011). Au 31 mars 2012, la filiale devait à la société une somme de 6 millions de dollars (6 millions de dollars au 31 décembre 2011). Cette somme est comptabilisée au poste Fournisseurs et autres créditeurs. Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui étaient comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de la filiale.

12. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises.

Toutes les transactions conclues entre les secteurs opérationnels le sont à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions conclues avec les autres clients et fournisseurs, et sans subvention entre les secteurs opérationnels. Sur une base consolidée, la Société n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Période de 13 semaines close le 31 mars 2012 et à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Éléments intersectoriels et consolidés	Total
Produits provenant des clients externes	1 534 \$	374 \$	32 \$	– \$	– \$	1 940 \$
Produits intersectoriels	5	24	3	40	(72)	–
Produits opérationnels	1 539 \$	398 \$	35 \$	40 \$	(72) \$	1 940 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 068 \$	186 \$	14 \$	13 \$	– \$	1 281 \$
Autres charges opérationnelles	401	206	18	23	(71)	577
Amortissement	60	16	1	–	(1)	76
Charges opérationnelles	1 529 \$	408 \$	33 \$	36 \$	(72) \$	1 934 \$
Résultat opérationnel	10 \$	(10) \$	2 \$	4 \$	– \$	6 \$
Produits de placement et autres produits	13	–	–	–	(6)	7
Charges financières et autres charges	(12)	(1)	–	–	(3)	(16)
Résultat avant impôt	11 \$	(11) \$	2 \$	4 \$	(9) \$	(3) \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	4	(2)	1	1	–	4
Résultat net	7 \$	(9) \$	1 \$	3 \$	(9) \$	(7) \$
Total de l'actif	6 125 \$	759 \$	81 \$	95 \$	(401) \$	6 659 \$

Période de 13 semaines close le 2 avril 2011 et à cette date

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Éléments intersectoriels et consolidés	Total
Produits provenant des clients externes	1 556 \$	346 \$	31 \$	– \$	– \$	1 933 \$
Produits intersectoriels	5	26	3	35	(69)	–
Produits opérationnels	1 561 \$	372 \$	34 \$	35 \$	(69) \$	1 933 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 063 \$	168 \$	15 \$	11 \$	– \$	1 257 \$
Autres charges opérationnelles	411	197	15	20	(68)	575
Amortissement	57	13	2	–	(1)	71
Charges opérationnelles	1 531 \$	378 \$	32 \$	31 \$	(69) \$	1 903 \$
Résultat opérationnel	30 \$	(6) \$	2 \$	4 \$	– \$	30 \$
Produits de placement et autres produits	6	–	–	–	(1)	5
Charges financières et autres charges	(13)	–	–	–	–	(13)
Résultat avant impôt	23 \$	(6) \$	2 \$	4 \$	(1) \$	22 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	1	(1)	–	2	–	2
Résultat net	22 \$	(5) \$	2 \$	2 \$	(1) \$	20 \$
Total de l'actif	5 714 \$	676 \$	78 \$	45 \$	(342) \$	6 171 \$

13. Événement postérieur à la date de clôture

Le 14 mai 2012, une filiale de SCI a acquis la totalité des actions des sociétés E&J Truck Leasing Ltd., White Glove Transportation Systems Ltd. et White Glove Logistix Solutions Ltd. en contrepartie de trésorerie de 9,6 millions de dollars. Cette acquisition renforcera les synergies entre les unités opérationnelles existantes de SCI. L'incidence financière de ce regroupement d'entreprises, qui a eu lieu après la clôture de la période considérée, fait actuellement l'objet d'une évaluation, et la répartition du coût d'acquisition sera présentée dans le rapport financier du deuxième trimestre.

POSTES CANADA
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301
Pour obtenir des informations plus détaillées sur les ressources à votre disposition,
veuillez visiter postescanada.ca.

Canada



De partout... jusqu'à vous